



## COMMUNIQUÉ

**Marseille, le 12 novembre 2018**

# 12 novembre, le début d'un grand combat !

La mobilisation des personnels de l'éducation de ce lundi 12 novembre a été une véritable réussite. Dans les Bouches-du-Rhône la manifestation a rassemblé plus de 3000 personnes et les premiers chiffres de grévistes qui nous sont parvenus sont très satisfaisants dans tous les secteurs. Cela montre à quel point les problématiques qui traversent l'école et la Fonction publique touchent une grande partie d'entre nous. Au delà de la question des suppressions de postes c'est le refus du démantèlement du service public d'éducation que nous avons voulu exprimer. L'Assemblée Générale qui a rassemblé plus d'une centaine de personnes à l'issue de la manifestation en témoigne.

Le ministère de l'Education nationale, à l'image de ce gouvernement, **mène un projet à la fois libéral et conservateur**. A un rythme effréné, **il multiplie des réformes qui ont pour but de renforcer la sélection sociale, de privatiser le service public d'éducation et de casser le statut des fonctionnaires**.

Avec Parcoursup, la loi ORE, celles des lycées, des lycées pro et du bac, avec la suppression des CIO, c'est l'idéal d'une école publique, démocratique et égalitaire qui s'éloigne toujours un peu plus renforçant les déterminismes sociaux et les inégalités territoriales. Avec ces réformes c'est la suppression de milliers de postes qui est en jeu et nos conditions de travail qui sont menacées. Le premier degré en sait quelque chose, puisque la réforme des classes à 12 réalisée à moyen constant entraîne la surcharge d'autres classes, limite les remplacements et les demandes de temps partiels.

A l'heure où **de nombreux collègues ont exprimé leur souffrance au travail** et leur sentiment d'isolement : **ce ministère répond par des mesures sécuritaires aussi inefficaces qu'hypocrites**. Qu'il renonce plutôt au projet CAP 2022 qui a pour ambition d'individualiser les carrières, les mutations, la rémunération et donc de mettre en concurrence personnels et établissements. Ce gouvernement prétend défendre les personnels ? Qu'il arrête donc de s'attaquer à la plus importante forme de protection collective que nous possédons : le statut de la fonction publique. Si ce gouvernement s'en prend aux services publics en général et à l'école en particulier, c'est parce qu'ils incarnent l'égalité et la redistribution des richesses. Son projet est cohérent, nous avons donc le devoir de l'être aussi.

**Pour SUD éducation 13, cela passe par la mise en commun de tous les combats de l'éducation. La journée du 12 novembre n'était qu'une première étape. Continuons à nous réunir en Assemblée Générale comme nous l'avons fait aujourd'hui. Organisons-nous à la base dans l'unité, multiplions les collectifs pour construire une coordination allant de la Maternelle à l'Université. Car dans le combat global pour plus de justice sociale, c'est à nous qu'il revient de gagner la bataille de l'éducation !**